



Compte rendu de la réunion du comité technique de clôture du projet du PBF

Date : 21 Juillet 2020

Lieu : Brazzaville_ via Zoom

Heures : 12h33

Ordre du jour :

- 1- Vérification de présence
- 2- Examen et adoption de l'ordre du jour
- 3- Présentation et adoption du rapport final
- 4- Présentation des résultats de l'évaluation
- 5- Dispositions à prendre pour les acquisitions des agences sur le projet (tenant compte des dispositions règlementaires)
- 6- Divers

Déroulement de la réunion

1^{er} point : De la vérification des présences et adoption de l'ordre du jour

Attendus 18, présents 11 (cf. liste jointe) le quorum est atteint.

2^{ème} point : Examen et adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour a été adopté sans amendement.

3^{ème} point : Présentation et adoption du rapport final

Ce point qui a été présenté par le CTP du projet. De façon globale, toutes les activités du projet ont été réalisées.

Au regard des résultats obtenus, il sied de mentionner que ces résultats sont satisfaisants dans l'ensemble.

Le CTP a d'abord rappelé le contexte du projet à savoir :

- la crise économique ayant perturbé tous les équilibres ;
- les vingt (20) mois des violences armées du conflit,
- la normalisation avec l'Accord de Cessez-le-feu et de Cessation des Hostilités, signé à Kinkala, le 23 décembre 2017 ;
- la mise en place de la CAMP pour le suivi de l'application de l'accord ;
- la nécessité d'un DDR pour la consolidation des acquis ;
- le renforcement du cadre de gestion du DDR (HCREC, feuille de route de la CAMP) ;
- la requête du Gouvernement au SNU pour appuyer les efforts de paix (Nov. 2017) ;

Ab

SRDP

- la mise en place des organes consultatifs (CND, Sages, femmes, etc.) ;
- l'Elaboration d'un Plan humanitaire et financement du projet » Consolidation de la paix et démarrage du DDR dans Pool »
- la volonté politique pour l'organisation des plateformes de réconciliation et de dialogue.

Ainsi, les objectifs globaux du projet ont contribué à la consolidation de la paix et à la stabilité dans le département du pool en république du Congo.

Le regard sur les trois résultats du projet attendus 1, 2 et 3 :

- R1 : Un dialogue inclusif est entamé sur le département du Pool, dans le but de contribuer à la consolidation de la paix (PNUD)
- R2 : Le processus DDR est entamé selon les normes internationales (PNUD)
- R3 : Le respect des droits humains est promu envers les acteurs étatiques et non-étatiques pour la réconciliation et la prévention des conflits (PNUD-UNFPA-UNHCR)

Expertise des Agences non résidentes (UNOCA et UNCDDH) dans le cadre du plaidoyer et de la promotion des DH.

Au titre du R1 :

- les réunions mensuelles du Comité Technique et les concertations périodiques avec les agences récipiendaires et entre les chefs desdites agences, contribuent aux analyses contextuelles de l'environnement d'évolution du projet, ainsi qu'au suivi et orientations des activités planifiées.
- les bons offices du SNU(SRSG/UNCT) et par personnes interposées avec le Pasteur Ntumi ont beaucoup aidé à la description de la situation sécuritaire.
- l'opérationnalisation des 15 comités de dialogue (13 districts et 2 communes), mis en place par
- les plateformes de réconciliation, participent du renforcement de la cohésion sociale,
- les capacités techniques et matérielles du Conseil National du Dialogue (CND) ont été renforcées pour lui permettre de poursuivre ses concertations de rapprochement des acteurs,
- 100 journalistes et professionnels des medias, formés sur les droits de l'enfant et de la femme, ainsi que sur la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies,
- le renforcement des capacités des radios locales de Mindouli et Kinkala. 40 leaders communautaires et d'ex-combattant, identifiés comme "ambassadeurs de la paix". Une dizaine d'activités socio-culturelles et sportives pour la promotion de la cohésion sociale, organisées ;
- les échanges Communautés/Psychologues/Sages-femmes, mettent en confiance les victimes..
- les aspects catalytiques du projet ont drainé plus de 70 millions USD pour le relèvement (Japon, CERF, USAID, CRS, PAM, FAO, Chine, etc.).

AL

SRDF

Au titre du R2 :

- la note de politique Générale DDR (Définition des concepts, critères d'éligibilité, modes opératoires des phases du DDR, communication, etc.)
- les fiches support des différentes composantes du DDR (Désarmement, Identification, cartes de démobilisés, Profil socio-économique, suivi de l'ex-combattant, fiche de microprojet/compte d'exploitation prévisionnelle, parcours de l'ex-combattants)
- le "Ramassage des armes" accompagné pour une collecte de plus de 8 000 armes et le profilage de 5665 ex-combattants
- la cartographie des bénéficiaires, finalisée
- une étude des opportunités de réintégration, réalisée
- des activités à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) à travers la réhabilitation d'infrastructures (03 pistes rurales, 06 pompes à eau, 01 centre de santé et une maternité), en vue d'un gain de revenus rapides pour 600 bénéficiaires (40% ex-combattants et 60% membres des communautés dont 30% femmes, dont 60% ont moins de 30 ans).
- autour des infrastructures de santé, le projet (PNUD, UNFPA et UNHCR), a mobilisé en synergie l'UNICEF (pour le forage d'eau) et l'OMS (pour les médicaments essentiels)
- 25 micro-projets de réintégration Communautaire (ex-combattants + communautés), pour 500 bénéficiaires (50% Ex-combattants dont 50% femmes) ;
- 05 initiatives d'associations féminines (100 bénéficiaires) pour l'octroi des moulins financées, répondant à la synergie avec le PAM, engagée pour l'approvisionnement des cantines scolaires en nourriture ;
- 08 groupements mixtes et individualités (306 personnes dont 20% femmes), ont été identifiés, sensibilisés et dotés en matériel agricole et de soudure (06 kits par groupement) et d'équipements de construction d'abris (tôles et planches)

Au titre du R3 :

- formation de 570 agents de la Force Publique et de la société civile sur la promotion des droits humains.
- 18 groupements communautaires locaux ont été identifiés comme victimes du conflit, bénéficiaires potentiels des microprojets PBF
- un répertoire des dommages subis par les établissements publics, l'habitat et les moyens de subsistance dans les 08 districts touchés par la crise, réalisé
- 2 000 registres d'actes de naissance et autres équipements de bureau (ordinateurs, armoires, matériel et fournitures) distribués aux services de l'état civil du Pool et 50 agents de l'état civil, sensibilisés et formés sur le système d'état civil ainsi que les risques d'apatridie dans le département
- 8 consultants recrutés et déployés (4 psychologues et 4 sages- femmes) dans quatre districts en vue de la prise en charge des VBG
- 20 émissions radiophoniques produites par 20 jeunes (10 de Kinkala et 10 de Mindouli) sur la cohésion sociale, la lutte contre les violences notamment les VBG, la prévention du VIH, la planification familiale et l'importance de l'école, appuyées

AG

SRDF

Toutes ces initiatives permettent de renforcer la cohésion sociale et mitigent partiellement les défis liés aux revendications "attentistes" des ex-combattants, dans l'espoir du démarrage du DDR.

Les ressources ont été totalement dépensées en respectant les lignes.

Toutefois, sur la ligne staff le PNUD est à 101% , à cause du salaire du consultant a fait 04 mois de plus, à cause du retard dans le démarrage du projet, lié au prérequis.

Pour l'UNFPA, la ligne supplies est à 100,96%, un dépassement de 0,96 %est dû au cout des acquisitions de la maternité qui a augmenté.

Pour le HCR le budget a été exécuté en bonne à 100%.

Le CTP a fait un résumé des aspects catalytiques du projet :

Les premiers avantages de ce projet se traduisent par l'intérêt croissant de la communauté des donateurs pour le processus de consolidation de la paix dans la région. Il est important de noter que grâce à la contribution du PBF et à l'amélioration de l'environnement sécuritaire, la circulation des personnes et des biens est devenue totalement fluide et visible de tous. Tout le monde a accès au Pool dans toute sa couverture. Le calme rétabli et la facilité d'accès accélérée par les dialogues continus a favorisé les évaluations sur terrain des différentes Agences des Nations Unies en faveur des populations vulnérables de la région et renforcé leurs efforts de mobilisation des ressources. A titre d'exemples on peut citer la mobilisation des ressources réussie du PAM, du FNUAP, de la FAO, de l'UNICEF, de l'OMS et du HCR qui participent à de nombreuses initiatives en faveur des populations vulnérables de la région.

Ainsi, en plus des activités ci-dessus, la BM, le Japon, l'US-AID, le Danemark, la Suède et la Chine ont fait des interventions remarquables en termes de relèvement dans le département. Certains partenaires comme la BM et le Japon ont développé des synergies dans la même approche.

Le PNUD à mobiliser auprès du japon une enveloppe de 545 454 USD et a pris en charge l'équipe du projet pendant 04 mois (Mai-juin-juillet-Août).

Poursuivant son intervention, le Conseiller Technique Principal du projet a indiqué que les impacts du projet sont très perceptibles sur le terrain car le département du Pool devient accessible à tous. Les plateformes de dialogue ont exigé de la part des participants un esprit d'ouverture, de respect et d'écoute réciproques, de volonté de discerner et de retenir, de façon positive, il continue son bout de chemin vers la promotion du vivre ensemble.

IAB

SRDF

SRDF

L'allocation initiale de 500 000 \$ prévue pour la prise en compte de l'aspect Egalité des sexes, est passée à 577 000 \$ (115%), à cause de la place de choix donnée aux femmes dans les activités de dialogue, des AGRs et des travaux HIMO.

La mise en place de la Coordination avec la participation de la CAMP, des Ministères clés et du HCREC a contribué à l'atteinte des objectifs du programme. L'implication et la disponibilité des parties prenantes locales, notamment le Préfet, la Société civile, les médias et le Président du Conseil départemental, les leaders confessionnels, les sages, a permis la compréhension et l'organisation des plateformes de dialogue. Telles sont quelques bonnes pratiques et innovations que le projet a apportés.

De L'Appropriation Nationale

La participation du HCREC, de 07 ministères techniques, des directions de la police, de la Gendarmerie, la Société civile, ainsi que les services techniques déconcentrés de l'Etat, le conseil départemental, la CAMP, le CND, le conseil des sages et les autorités départementales et locales, dans la mise en œuvre des activités du projet (planification, Dialogue, réunions, orientations, formations, cérémonie, etc.) est une illustration éloquent de la dynamique d'implication et d'appropriation desdites institutions. Ainsi, les activités de dialogue, de pré-DDR (CVR) et de protection sont planifiées avec le HCREC, l'action sociale, le préfet et le président du conseil départemental, le CND, les Ministères sectoriels, la force publique et la Société civile. Les identifications de terrain sont planifiées avec les 13 sous-préfets et les 02 maires des 15 entités retenues. Les comités locaux de dialogues sont mis à contribution pour identifier les initiatives sur terrain. Certaines activités sont cofinancées avec le HCREC et le Ministère de l'intérieur à travers la CAMP. La partie nationale s'implique davantage dans le plaidoyer enclenché par le projet dans le cadre de la mobilisation des ressources pour le renforcement de la cohésion sociale (déclenchement du projet japon pour l'amélioration des moyens de subsistance dans 3 districts du Pool par le HCREC en tandem avec la BM, plaidoyer de la CAMP pour le financement du DDR, financement USAID pour le relèvement).

Le projet a élaboré une stratégie de communication et de sensibilisation y compris en langues nationales adaptée aux besoins et statuts des bénéficiaires dans la zone d'intervention, réalisé des émissions radiotélévisées en Français et en langues locales sur le processus de paix et le dialogue, organisé des sessions de renforcement des capacités des professionnels des médias sur l'accord de cessez-le-feu ainsi que les objectifs du programme DDR, la résolution 1325, le droit de la femme et de l'enfant.

de

A

SRDF

Le CTP a rappelé à la contrepartie nationale, son engagement quant à la durabilité des actions, qui relève incontestablement de son appropriation, pour laquelle le projet a œuvré dès le départ.

Après avoir approuvé le rapport final, le Comité Technique a adressé ses vives félicitations aux agences récipiendaires et en particulier à l'équipe du projet pour la bonne exécution du projet.

4^{ème} point : Présentation des résultats de l'évaluation

Ce point a permis au consultant national de faire une brève présentation de son rapport provisoire d'évaluation du projet PBF.

Le consultant s'est basé sur 4 points à savoir la présentation du projet, la présentation des principaux résultats, l'analyse et appréciation des résultats du projet et enfin la conclusion et recommandations. Le consultant a mis en exergue la pertinence, l'efficacité, la cohérence et l'efficacité des réalisations du projet. Deux principales recommandations :

1. un démarrage immédiat du « programme DDR » est vivement souhaité pour éviter une rupture dans la préservation des acquis du PBF.
2. la mobilisation immédiate de ressources pour éviter que les résultats ne s'émeussent

Cette présentation a suscité des questions d'éclaircissements des participants et le consultant a répondu avec brillance aux préoccupations des uns et des autres et dans son rapport final, il tiendra compte des suggestions proposées. Le rapport d'évaluation a été approuvé sous réserve de la prise en compte de quelques commentaires, liés à la réorganisation des recommandations en fonction des résultats attendus.

5^{ème} point : Dispositions à prendre pour les acquisitions des agences sur le projet (tenant compte des dispositions réglementaires)

Le Conseiller Technique Principal a fait un état des lieux des acquisitions du projet et le comité technique a entériné le transfert de ces acquisitions aux différentes agences du SNU.

Divers

Ce point sur les dispositions à prendre pour la remise des infrastructures a été discuté avec les points focaux qui doivent prendre toutes les dispositions pour la réussite de l'activité, qui aura lieu le 28 juillet à Kindamba.

AB

AS
SRDF

Le premier convoi c'est-à-dire le comité technique quittera Brazzaville le dimanche 26 Juillet, les représentants des différentes agences quitteront le 27 Juillet et les officiels quitteront Brazzaville le 28 Juillet par Hélicoptère pour Kindamba.

Les participants ont suggéré qu'il serait mieux de partager le rapport final au comité technique ;

Le consultant national a insisté sur la nécessité de lire le rapport final d'évaluation du projet pour apporter leurs contributions au document et ce jusqu'à la date du 27 Juillet 2020.

La réunion a pris fin à 14h30 mn.

Pour le Comité

Les co-présidents :

Albert Samba, DirCab HCREC



Mohamed El Mehdi AG RHISSA, CTP/PBF



Rapporteuses

Mariam OUEDRAOGO

Chargée de communication PBF



Rostella SAMBA, AAF/PBF

